

La question religieuse, ils la vivent tous les jours... en tant que formateur/trice, mais aussi en tant que citoyen(ne)



20 juillet 2016, au Centre alpha Molenbeek Dubrucq, une rencontre entre trois formatrices et un formateur de Lire et Écrire Bruxelles pour un échange autour de la place de la religion/laïcité dans leur pratique. Tous les quatre sont musulmans et une formatrice habite Molenbeek dans un quartier stigmatisé de toutes parts... Difficile de prendre du recul dans ces conditions, ce qu'ils essaient pourtant de faire au mieux, difficile aussi de faire face au niveau pédagogique, de se documenter dans l'urgence sur un sujet si complexe. À les entendre, on ressent un grand besoin d'être soutenus, formés, d'avoir accès à des outils pour répondre aux questions des apprenants mais aussi pour développer avec eux une réflexion, comprendre les enjeux, construire des arguments, se positionner...

Rencontre avec Nadia EL HADRI, Denis MARCHAT, Fatiha SABI et Jamila ZEAMARI

EN RÉPONSE À LA QUESTION « dans quel contexte la problématique de la religion est-elle apparue dans vos groupes? », ce qui vient spontanément ce sont les attentats à Zaventem et au métro Maelbeek, le 22 mars dernier. Tous se sont sentis concernés parce que ça se passait dans leur ville, tout près de chez eux...

Pour une formatrice cependant, c'est plus ancien que ça: « Cette 'histoire', je la vis depuis 2 ans. C'est pas nouveau. Ça remonte à l'attentat contre Charlie Hebdo. » Après l'attentat, des apprenants sont arrivés inquiets en formation. Puis, « quand ils ont vu les caricatures de Charlie Hebdo amenées par les animatrices qui travaillaient avec moi, ils ont été offusqués qu'on ose critiquer le Prophète... » Plus tard, lors des attentats du 13 novembre à Paris qui ont fait plus de 130 morts et 350 blessés, beaucoup d'apprenants de son groupe ont à nouveau été touchés car, pour eux, ce n'était pas parce que ça s'était passé à Paris que ça ne pouvait pas se passer ici... Et puis il y a eu le 22 mars et, comme dans les autres groupes, ce fut un sentiment de peur et de panique qui dominait...

22 mars 2016, un « détonateur »

Le 22 mars, dans les centres alpha, les apprenants et les formateurs ont appris ensemble la nouvelle des deux attentats successifs. « J'ai été choqué, surpris, je ne me sentais pas bien », dit le formateur présent à la rencontre. Les apprenants, eux aussi, étaient sous le choc et avaient peur, surtout pour leurs enfants. Certains plus particulièrement: pour un enfant qui se rendait à l'école en métro ou pour deux fils qui travaillaient à l'aéroport de Zaventem. Certains apprenants ont appelé leurs proches, d'autres voulaient rentrer pour aller chercher leurs enfants à l'école. « On a essayé de les calmer », dit une formatrice. Une autre parle des « premiers soins », qu'il a fallu « mettre des pansements ». Dans un centre, les formateurs et les apprenants ont suivi les événements ensemble sur internet. Partout les cours se sont arrêtés et n'ont repris que le 25 mars, après deux jours de suspension, lorsque le niveau de menace est redescendu à 3 et que le métro a été réouvert. « Mais il n'y avait pas grand monde à la reprise des cours », précise une formatrice.

Dans les jours et les premières semaines qui ont suivi, les attentats et leurs conséquences étaient dans toutes les conversations. Ce qui ressortait alors, c'était la crainte des amalgames entre religion musulmane et djihadisme, la crainte de subir des représailles en tant que musulmans. Les apprenants faisaient référence à ce qui s'était passé à la Bourse lorsque des hooligans extrémistes étaient venus manifester avec des slogans comme « dehors les musulmans », alors qu'y était rendu un hommage aux victimes des attentats. Ils disaient aussi : « *C'est pas ça la religion musulmane* », « *ceux qui ont fait ça, ce sont pas des musulmans* ». Certains exprimaient une difficulté de vivre dorénavant en Belgique, comme musulmans, une inquiétude face à l'avenir : « *C'est nous qui allons souffrir car les gens vont croire que tous les musulmans sont des terroristes* », « *on va pas pouvoir trouver du travail, on va tous nous mettre dans le même sac* », « *comment on va vivre maintenant avec les Européens?* »,... Les femmes disaient sentir sur elles « *un mauvais regard parce qu'on est voilées* », disaient que les gens se détournaient d'elles... Bref, elles exprimaient une difficulté de vivre avec le regard de l'autre et une envie de se replier chez soi : « *On fait juste les courses et on rentre chez nous.* » Certains apprenants parlaient même de rentrer au pays. « *Les apprenants se privaient de vivre. J'ai ressenti un bond en arrière à cause de ce qui s'était passé, à cause de la peur* », dit le formateur.

Par rapport à la formation, une formatrice dit aussi avoir ressenti clairement chez les apprenants un « avant » et un « après » attentats : « *Après, les hommes accompagnaient les femmes jusqu'à la porte du centre et venaient les rechercher à la fin du cours* », « *une visite au Musée du Roi¹ a été annulée* »... Quand la visite a enfin eu lieu, sur le chemin, « *une femme a été bousculée et il a fallu que j'essaie de la calmer en lui expliquant que c'était la réaction d'une seule personne et qu'il ne fallait pas en rester là* [ne pas se focaliser sur cet incident] », raconte la formatrice. Elle-même a eu peur des réactions que l'arrivée au musée d'un groupe de femmes voilées aurait pu susciter. « *Mais tout s'est très bien passé* », ajoute-t-elle.

¹ Aussi appelé *Musée de la Ville de Bruxelles* : les collections qui y sont présentées témoignent de l'évolution sociale, économique, intellectuelle, artistique et urbanistique de Bruxelles.

Tous sont d'accord sur la responsabilité des politiques et des médias, sur la priorité que les uns donnent à la sécurité sur tout autre dispositif de prévention, sur la recherche de sensationnalisme par les autres, sur l'image faussée et stigmatisante que tous donnent de l'islam et des musulmans... Et sur le fait que les médias « *ne donnent pas assez d'outils aux citoyens pour qu'ils ne mettent pas tout le monde dans le même sac* ».

Un besoin de rebondir dans l'immédiat

Dès janvier 2015, la formatrice qui avait été confrontée à la réaction d'apprenants lors de l'attentat contre *Charlie Hebdo* avait été amenée à réagir. Elle avait apporté diverses caricatures pour que les apprenants comprennent « *c'est quoi la caricature* », qu'« *elle est un moyen d'expression pour dénoncer les choses plus facilement* ».

En mars-avril 2016, confronté à la peur et à l'attitude de repli des apprenants, le formateur a aussi décidé de rebondir en créant lui-même une démarche : « *Ce n'était pas possible de faire comme s'il ne s'était rien passé.* » D'abord en posant la question « *je suis en colère, pourquoi ?* », pour permettre à chacun d'exprimer son ressenti. Avec ceux qui le souhaitaient, il est allé à la Bourse pour que chacun puisse faire son deuil. Parallèlement, il a tenté de lever les blocages, de redonner l'envie de vivre normalement, de permettre à chacun de se projeter positivement dans la vie de tous les jours, à partir de phrases comme « *j'ai envie de...* », « *ma famille et moi...* »,... Pour ce faire, il a réalisé un photolangage mêlant des photos des attentats, de signes religieux (comme la bible, le coran), du drapeau de Daesh, de groupes armés, avec des photos « *de rêves* » : voyages, beaux paysages, plages, personnes rassemblées autour d'un bon repas... Son but était de chercher ensemble comment se raccrocher à la vie, de montrer que face à ce climat de haine et de violence, on peut réagir...

D'autres se sont sentis plus démunis, n'ont pas trouvé les outils pour travailler sur le ressenti des apprenants ou n'ont pas eu le même réflexe de créer dans l'urgence leur propre « *outil maison* ».

Tous sont néanmoins d'accord pour dire qu'il faut essayer d'analyser avec les apprenants ce qui se passe : « *Analyser avec eux, essayer de comprendre ce qu'est Daesh, d'où ça vient, pourquoi...* » Ils témoignent de ce que les

apprenants sont eux-mêmes en demande de comprendre ce qui se passe en Syrie, en Irak, de connaître les enjeux en présence. C'est ainsi qu'une formatrice a travaillé avec un dossier vidéo préparé par la coordinatrice du Centre alpha de Saint-Gilles, mais elle a dû chercher d'autres documents pour répondre aux questions que posaient les apprenants. Comme par exemple : « *c'est quoi le salafisme?* », venue après avoir regardé une séquence où on en parlait. Elle a aussi utilisé la vidéo d'un humoriste d'origine marocaine qui parle de terrorisme² où il lance un message à tous les musulmans du monde entier : « *Arrêtez de vous justifier à la place des autres. Vous n'avez pas à vous sentir coupables de ce qui arrive aujourd'hui parce que ce n'est pas de votre ressort...* » L'enjeu pour la formatrice était de trouver des contenus qui peuvent être compris par les apprenants : « *Heureusement qu'il y a internet, j'ai trouvé des vidéos sur YouTube. L'avantage c'est que ce sont des contenus oraux* », et donc utilisables avec des groupes qui n'ont aucune maîtrise de l'écrit. Le formateur travaille lui avec des documentaires sur les attentats qu'il va chercher sur *Arte* ou sur *TV5Monde* et qu'il trouve très bien faits³.

Tous deux auraient cependant voulu pouvoir compter sur l'aide d'intervenants extérieurs qui auraient apporté leur regard sur la situation et répondu aux questions des apprenants dans un langage accessible. Mais ce n'était pas facile de trouver quelqu'un, à un moment où les spécialistes étaient sollicités de toutes parts.

Les apprenants sont parfois eux-mêmes des personnes ressources. Ainsi, dans un groupe composé d'une large majorité de sunnites, d'une chiite et d'une catholique, la dame chiite a été invitée à expliquer sa religion aux autres membres de groupe. « *On a pu rentrer dans les détails* », raconte la formatrice, et cela a débouché sur une discussion dont la conclusion était que « *nous sommes tous des êtres humains* », qu'« *il faut respecter la religion des autres* », qu'« *on doit vivre en paix ensemble* ». La dame chiite venait d'Irak. Elle a expliqué que, dans son pays, les gens de différentes origines, religions et traditions s'entendent bien entre eux, chiites, sunnites et kurdes, ce qui a

2 Amine RADI, *Le terrorisme*, www.youtube.com/watch?v=9e8AfP7Poooc

3 Par exemple sur la page *Enseigner le français* de TV5Monde (<http://enseigner.tv5monde.com/search/site/attentat%20parler>).

permis de conclure que *« le peuple ne veut pas la guerre »* et que *« les conflits ne sont pas entre les gens mais entre les chefs d'État »*.

La nécessité de replacer ce qui se passe actuellement dans une perspective historique est aussi pointée par les participants à la rencontre. *« Dommage que dans les pays laïques on oublie l'histoire du passé. Au nom de la laïcité, on interdit des choses qui font partie de l'histoire de l'humanité »*, dit une formatrice. Tout en affirmant aussi la nécessité d'expliquer aux apprenants l'histoire de la religion dans les pays occidentaux pour qu'ils comprennent pourquoi l'Occident tient à la séparation du religieux et de l'État, et en leur montrant que cette séparation est le résultat d'une longue lutte. Pareil pour le port du voile où un retour vers le passé permet de mettre en évidence que, dans la religion catholique, à une certaine époque, les femmes devaient se voiler à l'église, ne pouvait pas se découvrir les épaules ou porter des mini-jupes et que cela a été un combat des femmes de faire reconnaître leur droit à décider elles-mêmes de leur tenue vestimentaire.

Un autre sujet de discussion et de questionnement apparu dans les groupes est celui de la radicalisation des jeunes, sujet d'autant plus brulant que certains apprenants sont personnellement concernés ou connaissent des familles dont un jeune s'est radicalisé. Certains avaient vu des témoignages à la télévision, d'autres ont dit connaître des parents qui vivaient cette situation... Une formatrice relate le cas d'une apprenante dont le fils était pris en étau entre sa famille et un recruteur qui voulait le faire partir en Syrie. *« Elle a essayé de se battre par tous les moyens possibles mais n'a trouvé aucune aide, ni dans son entourage ni à la police. »* Le recruteur demandait via son fils (de 16 ans) que la maman aille se faire prescrire des médicaments chez son médecin. Il le menaçait pour qu'elle s'exécute. Il y a eu une descente de police dans le quartier. Le recruteur a disparu mais n'a pas été arrêté. Le jeune a été orienté vers la JOC (Jeunes organisés et combattifs)⁴, un mouvement qui propose aux jeunes de se réunir pour discuter et réfléchir aux situations qu'ils vivent, pour décrypter ensemble l'actualité et le monde qui nous entoure. La maman avait peur – *« Après je le mets où mon fils... »* – car

4 www.joc.be

elle craignait les représailles. La formatrice a passé le film *La Désintégration*⁵ qui montre comment un prêcheur islamiste radical trouve la faille à exploiter chez chacun des jeunes qu'il recrute. Ce film a permis aux apprenants de prendre conscience de ce qui se joue dans le processus de recrutement et de radicalisation, alors que certains avaient tendance à rejeter la faute sur les parents : « *Ce sont les parents qui ne les éduquent pas bien, qui les ont poussés là-dedans.* » Dans un autre groupe, les apprenants ont regardé un documentaire avec des témoignages de parents dont le fils ou la fille est parti en Syrie. Ils ont été fort marqués par ces témoignages et, de la discussion qui a suivi, il est ressorti qu'« *il faut être à l'écoute de nos enfants* ». Mais les formateurs témoignent qu'il n'est pas toujours facile de rebondir, surtout quand on se retrouve face à des vécus de radicalisation dans la propre famille d'un apprenant, dans celle d'un de ses proches ou d'une de ses connaissances.

De la débrouille et un appel à l'aide

Les formateurs essaient donc de se débrouiller comme ils peuvent avec ce qu'ils connaissent, ce qu'ils trouvent, même si parfois ce sont des « bouts de ficelle ». Mais ils ont conscience des limites de cette manière de travailler. Ainsi une formatrice émet la crainte d'être dépassée par les questions des apprenants : « *Si on travaille ça* [la question du fait religieux dans sa complexité], *il y aura plein de questions* [auxquelles on ne pourra pas répondre]. » Elle exprime aussi la peur de tomber sur des informations erronées, sur internet par exemple, sans pouvoir faire elle-même la part du vrai et du faux : « *Je crois pas à 100% ce que je vais trouver, il y a toujours une part de faux. C'est pour ça que je veux pas m'avancer avec les apprenants.* » Plus tard, elle dira encore : « *Je suis sûre que si je travaille avec les apprenants sur le terrorisme, ça va partir dans tous les sens. Je peux pas m'engager sans outils.* » Ce qu'elle pointe là, ce n'est pas seulement le manque d'informations mais aussi toute la difficulté à mettre en œuvre une démarche sur un sujet aussi complexe : « *Ça va être difficile de faire autre chose que parler, discuter. Il faut du temps, je dois réfléchir comment je vais travailler, quelles problématiques. C'est nouveau, c'est pas quelque chose qu'on a déjà travaillé.* »

⁵ Film de Philippe FAUCON, 2012.

Une autre formatrice, également soucieuse de travailler les questions posées dans leur globalité, d'aller au fond des choses, dit qu'elle a « *souvent peur de pointer ou de stigmatiser quelque chose* » : « *J'ai peur qu'il y ait un angle d'approche que je ne vois pas, je trouve ça dangereux, je n'ai pas envie d'endoctriner les gens.* » Faire évoluer le regard des apprenants sur la question nécessite par ailleurs de travailler sur une plus ou moins longue échéance : « *Si on travaille seulement quelque temps sur un sujet, c'est pas possible de sensibiliser* », dit cette même formatrice. Pour elle, il faut que l'apprenant « *passe outre de ce qu'il a vécu, il doit sortir de son contexte* ».

Face à la complexité de la problématique et conscients que les explications sont multiples, tous les participants à la rencontre sont en demande de formation « *pour essayer de d'abord comprendre nous-mêmes* ». Le formateur revient aussi sur l'importance de pouvoir compter sur des intervenants extérieurs qui peuvent apporter différents éclairages car ces derniers sont multiples (historiques, sociologiques, religieux...). Il n'est pas le seul à mettre en avant l'intérêt pour les apprenants d'être confrontés à l'apport de différentes personnes.

Concernant la difficulté de travailler avec des groupes qui maîtrisent peu le français, alors que comprendre des informations ou participer à des débats nécessite un bagage linguistique minimum, le formateur et une formatrice pensent qu'il faudrait pouvoir bénéficier de l'appui d'un interprète car, dit la formatrice, « *il faut que ce soit dans leur langue pour que ce soit riche* ». Mais, ajoute-t-elle, « *comment on fait s'il y a 4-5 nationalités dans le groupe?* ». Pour une autre formatrice, travailler avec des interprètes a une autre limite : « *Quand on fait quelque chose avec un interprète, c'est dans le but d'informer mais ça ne permet pas de travailler sur le long terme.* »

Les formateurs... personnellement touchés, concernés, impliqués

Les amalgames, les formatrices d'origine marocaine les vivent aussi personnellement. Une formatrice raconte que le jour de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, elle se trouvait en formation. « *J'étais la seule musulmane dans le groupe* », raconte-t-elle. Et bien qu'elle ne porte aucun signe religieux, « *une*

personne [participante à la formation] m'a fusillée du regard, je ne savais pas encore qu'il y avait eu un attentat. Je me suis sentie mal, elle attendait que je fasse des excuses!!!» Cette formatrice a aussi été confrontée à la radicalisation de deux membres de sa famille: un cousin vivant en Hollande qui tourne le dos aux membres de sa famille restée au Maroc et un gendre qui a finalement fait marche arrière: «*On a dû amener sa mère du Maroc et elle l'a raisonné*».

Une autre parle de sa fille qui, à la maison, vit comme une européenne mais porte le jilbab quand elle sort. Ce qui lui a valu d'être stigmatisée à plusieurs reprises: «*Une fois quelqu'un lui a dit qu'elle avait une bombe sous son jilbab, quelqu'un d'autre a marché volontairement dessus. Ma fille n'a rien dit et elle est partie.*»

Cette formatrice, qui habite le quartier où ont grandi certains des kamikazes du 22 mars et par ailleurs fortement stigmatisé, se sent particulièrement concernée parce qu'elle connaît les habitants du quartier et qu'elle ressent de l'intérieur la stigmatisation ambiante. Prenant le parti des parents, elle dira que «*ce sont des parents merveilleux*», qu'«*ils ne portent pas le foulard, ils vont au travail, ils ont le respect de chacun*», mais que c'est une problématique d'échec scolaire, de recherche d'identité..., bref que les recruteurs recherchent des profils fragilisés, des jeunes qui sont en difficulté d'intégration. Le formateur intervient alors pour dire que s'il y a effectivement un contexte économique «favorable» (récession, chômage, réduction des allocations sociales...) et si ceux qui ont du mal à s'en sortir recherchent des solutions à leurs problèmes, il y a aussi d'autres profils qui se font recruter comme des Européens BCBG... Une fois de plus, la complexité de l'analyse apparaît...

Une autre formatrice explique qu'elle connaît bien le Coran et qu'elle n'y retrouve pas un certain discours et certaines pratiques «religieuses» actuels. Non seulement en ce qui concerne le djihad puisque le Coran interdit de tuer: «*Ceux qui disent qu'ils font le djihad, ils interprètent très mal les choses. Ils ne connaissent pas le véritable islam qui est dans le Coran. Le djihad, c'est pas ça. C'est difficile de comprendre le Coran.*» Elle explique aussi que quand elle était enfant, au Maroc, son père très religieux allait tous les jours à la mosquée mais que par ailleurs il lui laissait beaucoup de libertés, comme

celle de porter la minijupe. À travers son témoignage, on sent une « révolte » par rapport à ce que certains tentent aujourd’hui de faire de l’islam. Elle et une autre formatrice pointent aussi ce à quoi certains essaient de réduire la religion islamique, alors que leur vécu à elles est plutôt celui d’une religion de paix, porteuse de valeurs, de respect de l’autre, de vivre ensemble... Tout le contraire d’une religion qui interdit, qui divise... Un sentiment de décalage aussi par rapport à ce qui se dit aujourd’hui dans certaines mosquées et auquel certains apprenants sont sensibles, directement ou indirectement : *« Dans les groupes, ils disent que, dans les mosquées, on dit que l’islam du Maroc n’est pas le bon. »* Elles y voient *« un terrain pour préparer les gens à être radicalisés »*.

Quelle que soit leur religion et leur attachement à ses valeurs, tous les participants à la rencontre sont d’accord pour dire que leur objectif est de favoriser le vivre ensemble et la tolérance. En le formulant d’une manière : *« On doit respecter la religion de l’autre. On doit vivre ensemble, on doit vivre en paix. »* Ou d’une autre : *« Le monde d’aujourd’hui n’est pas facile, le monde n’est pas qu’une question de religion, mais de tolérance sans se juger les uns vis-à-vis des autres. »*

Avec quel impact sur leur pratique de formateurs ?

Les formatrices et formateurs sont eux-mêmes des citoyens. Ils et elles vivent dans un quartier, ont une famille, des croyances et des convictions religieuses, ou non. Quelle place leur propre ancrage citoyen et religieux a-t-il quand ils ou elles animent un groupe en formation ? Leur est-il possible de laisser leur identité au vestiaire ? Et d’abord, est-ce souhaitable ? La question n’a pas été posée telle quelle lors de notre rencontre mais à postériori elle m’apparaît comme pertinente car j’ai ressenti chez l’une ou l’autre des formatrices un grand besoin de parler de leur vécu, de leurs proches, de leurs voisins,... de donner leur opinion. Et notamment sur la question de la laïcité/ religion. À ce propos, une formatrice disait : *« La religion on en a besoin, elle permet aussi de vivre socialement, elle dit comment je peux vivre avec mon prochain, comment je vais éduquer mes enfants. Il faut parler de la religion, c’est très important pour que nos enfants puissent grandir. »*

Culturellement proche des apprenants, cette formatrice fait montre d'un sentiment de proximité à leur égard – et plus largement à l'égard de l'ensemble de la communauté musulmane –, d'une certaine perméabilité par rapport à leur ressenti et d'une grande empathie par rapport à leur manière de vivre leur religion, culture dans leurs implications concrètes, y compris au sein de l'espace public.

Une autre formatrice se positionne différemment, ayant pris l'option d'ouvrir l'horizon des apprenants, en mettant ce qu'ils disent en perspective, comme quand ils sont arrivés, en janvier 2015, avec les caricatures de *Charlie Hebdo*, ou encore quand une apprenante a dit être choquée qu'ici, on fait croire aux enfants que le Père Noël existe: «*Est-ce que, quand tu étais petite, il n'y avait pas des histoires qui t'ont fait rêver?*» À propos de la radicalisation des jeunes, elle disait aussi: «*Les apprenants ne sont pas des élèves. Ce sont des parents à éveiller pour faire le pont entre le moi et la société. C'est quelque chose de très très large. Il faut trouver des ponts qui rassemblent tout le monde, comme la question de l'éducation des enfants.*» Elle voit davantage son rôle comme celui d'une «*éveilleuse de conscience*». Pour elle, le contexte actuel constitue une «*opportunité*»: «*Avant, ça m'arrivait de parler de laïcité mais ça ne marchait pas. Malheureusement, ce qui se passe aujourd'hui, ça m'amène du contenu.*»

Si cette différence de positionnement tient sans doute à de nombreux facteurs, l'un de ces facteurs pourrait bien être le vécu de chacune par rapport à sa propre famille, sa culture et à son propre vécu de citoyenne. Entre autres facteurs, ce n'est certainement pas anodin d'avoir, d'un côté, un gendre qui s'est radicalisé et a voulu imposer toute une série de tabous à sa propre fille et, d'un autre, une fille qui porte le jilbab et un gendre la barbe, qui sont heureux, vivent dans le respect de l'autre et ne sont pas pour autant opposés aux valeurs occidentales.

Face aux interdits qui entrent en conflit avec l'apprentissage...

Une autre question qui est apparue au cours du débat concerne les interdits qui entrent en conflit avec l'apprentissage proprement dit, quand des apprenants refusent de participer à des activités mises en place par le formateur : des apprenants qui refusent de dessiner parce que, disent-ils, leur religion le leur interdit, des apprenants qui refusent de regarder des images, de chanter, voire d'écouter une chanson pour la même raison... Car, dit une formatrice, « *écrire c'est aussi dessiner, alors comment tu fais, comment tu fais pour apprendre ?* ». Et elle ajoute : « *On a un public analphabète même dans sa religion.* » C'est là un nœud clair qui rentre en contradiction avec l'apprentissage lui-même et qui manifeste quelque part une résistance à ce que l'apprentissage peut apporter en terme de libération, d'émancipation : apprendre nous change, fait bouger des choses, reculer des limites, on est embarqué malgré soi dans un processus... et certains ont peur de ces changements ou ne se les autorisent pas, la religion est pour eux un rempart, un mât auquel s'accrocher... Car accepter de braver des « interdits » c'est aussi se mettre en danger dans sa famille, sa communauté... Et ces résistances sont d'autant plus difficiles à gérer pour le formateur que son groupe est monoculturel, qu'il n'y a pas de mise en présence de valeurs différentes, de possibilité de discussions *entre personnes de bords différents*. Une formatrice raconte que, dans ce cas, elle essaie de « contourner » l'interdit plutôt que de l'affronter directement. Si des apprenantes ne veulent pas chanter, elle propose de transformer la chanson en poésie « *pour les amener petit à petit, pour leur montrer que c'est pour qu'ils apprennent le français* ». Pour elle, le fait d'être de la même religion/culture que les apprenants aide à avancer car, comprenant leur résistance, elle peut mettre en place des moyens pour la dépasser : « *Une formatrice marocaine musulmane peut déclencher quelque chose, tandis qu'une formatrice européenne aura plus difficile.* »

... et aux demandes à caractère religieux

La question des demandes à caractère religieux a également été évoquée. Les formateurs témoignent que des demandes pour faire la prière pendant l'horaire de cours ont déjà été formulées dans l'un ou l'autre groupe. Un monsieur retraité a argumenté en disant qu'il avait travaillé chez plusieurs patrons qui l'avaient autorisé à faire ses prières, un autre est arrivé au centre avec son tapis. Pour une formatrice, c'est clair, *« c'est interdit, il ne faut pas que les religions entrent dans l'institution, on n'a jamais rien pu faire avec ça »*. Le formateur dit quant à lui : *« J'ai appliqué la laïcité de la charte de Lire et Écrire. »* Il a donc refusé la demande. Le monsieur retraité a finalement décidé de rester en formation et de faire sa prière une fois rentré chez lui. Le monsieur qui avait amené son tapis a alors demandé de pouvoir rentrer chez lui pendant la pause et cela lui a été refusé pour une question d'assurance. Par sentiment d'empathie, sa formatrice s'est néanmoins sentie moins en phase avec le choix de l'institution : *« Il y a des gens qui se sentent mal à l'aise avec ça »* car ils sont empêchés de faire leur prière selon l'horaire prescrit. Elle enchaîne avec un autre exemple montrant les conflits de valeurs qui peuvent exister entre les prescrits d'une institution et les pratiques/valeurs des apprenants. Elle cite le cas d'un groupe de femmes (dans une association autre que Lire et Écrire) à qui elle avait proposé de s'inscrire en formation qualifiante vu leur bon niveau en français. Une femme lui a répondu que ce ne serait pas possible pour elle car elle devrait enlever son foulard. Cette femme avait alors expliqué que ce n'était pas son mari qui lui imposait de le porter mais que c'était son choix personnel. Elle disait : *« À cause de ça, je ne peux pas travailler. »* Pourtant elle voulait être indépendante de son mari, être autonome. *« Il y a quelque chose de contradictoire là-dedans. Ce n'est pas qu'un bout de tissu. C'est son combat féministe à elle »*, défend la formatrice qui plaide pour plus de souplesse... afin que cette femme et d'autres puissent concrétiser leurs aspirations, tout en ayant le sentiment de se respecter elles-mêmes, de respecter leurs propres valeurs. Une autre formatrice plaide plutôt pour travailler cette question avec les apprenantes. Elle donne l'exemple des filles exclues de l'école en France parce qu'elles portaient le foulard. Ses apprenantes étaient choquées et cela a amené un débat au cours. Elle a alors évoqué l'histoire du féminisme pour montrer qu'accepter des filles voilées à

l'école était aller à l'encontre des acquis des féministes du siècle dernier et qu'il était dès lors impossible d'accepter le port du voile à l'école sans revenir sur ces acquis.

Une conclusion en forme d'ouverture

Une formatrice a tenu, en fin de rencontre, à apporter une note optimiste à la discussion en donnant sa propre perception du rapport actuel des apprenants à la société belge : *« J'observe que la vision a changé depuis 2-3 ans. Les hommes sont intéressés par les études de leurs enfants, ils se sentent responsables, ils sont très rigoureux avec les bulletins, ils essaient d'apprendre pour pouvoir les aider. Ils sont plus ouverts aussi avec leurs enfants, ils laissent les filles s'habiller comme elles veulent et ne les obligent pas à mettre le foulard. Quand la femme travaille, c'est le père qui s'occupe des enfants. Ils ont conscience qu'ils ont vécu dans une situation précaire et veulent que leurs enfants ne vivent pas dans les mêmes difficultés. Je parle de ceux qui sont arrivés ici il y a 10-15 ans. »* Et cela, elle le voit non seulement chez les apprenants mais aussi dans son entourage proche, dans son quartier : *« Les gens ne voient pas le changement mais moi, je vis avec eux et je le vois. Il faut aussi être conscients qu'il y a de bonnes choses »*, conclut-elle comme un appel à changer notre regard, à sortir d'une vision négative et pessimiste, ainsi que de la focalisation sur les attentats et la mise en épingle des questions sensibles et des conflits de valeurs.

Rencontre avec

Nadia EL HADRI, Fatiha SABI, Jamila ZEAMARI,
formatrices au Centre Alpha Molenbeek Dubrucq
et Denis MARCHAT,

formateur au Centre Alpha Anderlecht – Lire et Écrire Bruxelles

Animation : Jacqueline MICHAUX

coordinatrice générale pédagogique – Lire et Écrire Bruxelles

Rédaction : Sylvie-Anne GOFFINET

Lire et Écrire Communauté française